Brésil: la société de plantation d'eucalyptus Veracel Celulose prétend expulser les Pataxós de leur territoire

Les Pataxós du village de Nueva Esperanza de la municipalité d'Itamarajú, situé dans l'extrême sud de l'état de Bahia, sont menacés d'expulsion. L'État brésilien a déjà reconnu que la zone de 52 100 hectares qui fait partie du territoire de Barra Velha appartient de droit aux Pataxós, mais le gouvernement n'a pas encore pris le décret correspondant, qui mettrait fin à la situation de violence permanente contre les habitants du village de Nueva Esperanza et contre les près de 7 000 Pataxós qui habitent ce territoire. Les Pataxós dénoncent le retard du gouvernement et les effets négatifs de Veracel Celulose, propriété de la transnationale suédo-finlandaise Stora Enso (50 %) et de Fibria (50 %). Ils luttent contre les tentatives d'expulsion de Veracel Celulose, tout en essayant de survivre avec à peine 20 hectares de terres encerclées par les eucalyptus de l'entreprise.Les colonisateurs portugais, impressionnés par les beautés naturelles et par les nombreuses possibilités d'une économie coloniale intégrée, entreprirent la conquête et la colonisation de cette région, connue depuis longtemps comme l'extrême sud de Bahia. Les grandes forêts tropicales qui s'étendaient sur toute la région, qui incluaient des mangroves et *mussurunga*, furent pendant deux siècles la base principale de l'activité économique, fondée sur l'exploitation de bois destiné surtout à la construction navale et civile. La complexité du paysage géographique, où la plaine est remplacée par un relief élevé et exubérant qui apparaît à plus de 24 km du littoral, fut considérée comme un obstacle à l'expansion de l'occupation car, situé à une altitude de 200 à 900 mètres au-dessus du niveau de la mer, ce paysage servait de refuge aux indigènes non alliés. Certains récits, comme celui du prince autrichien Maximilien de Nied-Neuwied qui traversa la région en 1816, décrivent la beauté du paysage, ses caractéristiques et les stratégies des indigènes, comme les Pataxós, pour se réfugier dans les abondantes forêts de la région. (1)

Ce peuple, comme tant d'autres du Brésil, a subi l'expropriation depuis la colonisation, mais de nombreux Pataxós de l'extrême sud de l'état de Bahia se trouvent dans la région de Monte Pascoal. Après de nombreux combats, ces derniers obtinrent le 1er septembre 1991, grâce au décret nº 1 393, la démarcation d'un territoire de 8 628 hectares dénommé Barra Velha de Monte Pascoal. Cependant, les Pataxós qui vivent à l'intérieur et autour de ce territoire réclament la révision de cette démarcation pour leur territoire comprenne 52 100 hectares. L'État brésilien reconnut, en 2008, que ces 52 100 hectares avaient toujours été occupés par les Pataxós et que ce territoire était fondamental pour leur survie physique et culturelle. Près de 24 000 hectares de cette superficie font partie d'une Unité de Conservation, le parc Monte Pascoal. La reconnaissance est fondée sur la publication dans le Journal officiel de l'Union du rapport de démarcation qui justifie les nouvelles limites du territoire. Or, le ministère de la Justice n'a pas encore pris le décret correspondant, en alléguant que six instances judiciaires sont en cours, intentées par des propriétaires terriens et par des gouvernements municipaux de la région, comme la Mairie de Porto Seguro et Prado, qui s'opposent à la démarcation. Par conséquent, la violence continue.

À l'invasion des propriétaires terriens s'ajoute celle de la société productrice de cellulose

d’eucalyptus, Veracel Celulose. Dans le cas du village de Nueva Esperanza, la zone que les Pataxós avaient récupérée en mars 2013 à l’intérieur du territoire de 52 100 hectares déjà démarqué de Barra Velha, fut menacée par l’entreprise, qui s’adressa au tribunal pour essayer d’expulser les Pataxós. Le premier juge qui prit le cas (0002592-59.2013.4.01.3310) décida de maintenir les Pataxós dans la zone, compte tenu de la démarcation déjà faite par l’État brésilien, et en attendant que le gouvernement prenne le décret correspondant. Mais l’affaire vient d’être reprise par un autre juge qui risque de revenir sur la la décision du juge précédent et d’expulser les 35 familles concernées, soit près de 160 personnes de tous les âges.

Depuis 2013, les Pataxós de Nueva Esperanza tâchent de survivre dans une zone d’à peine 20 hectares encerclée par les plantations d’eucalyptus de Veracel. Là où il y avait des eucalyptus, les Pataxós cultivent maintenant des aliments, comme le manioc et l’ananas, pour nourrir leurs familles, mais ils subissent quotidiennement les impacts des plantations de Veracel. Ils affirment qu’ils supportent des situations extrêmes en ce qui concerne l’eau : une sécheresse prolongée est en train d’aggraver les effets dévastateurs de la monoculture d’eucalyptus. Ils montrent un endroit où la proximité des eucalyptus a détruit les sources d’eau et les a forcés à creuser un puits pour obtenir le minimum d’eau nécessaire à leurs familles.

Un autre impact grave découle de l’application de produits agricoles toxiques. Ils dénoncent que Veracel a commencé à appliquer ces produits depuis des avions, apparemment pour essayer de combattre une chenille qui attaque les eucalyptus. Les applications aériennes touchent aussi les familles pataxós qui vivent pratiquement au cœur des plantations. Les habitants se plaignent de n’avoir pas été prévenus de ces applications et de ne pas savoir quels sont les produits appliqués. Ce qu’ils savent, c’est que ces produits ont provoqué des maladies diverses, comme des troubles respiratoires et des démangeaisons, surtout chez les enfants. Ils dénoncent également que l’entreprise ne leur a apporté que des malheurs et que ses promesses sont un mythe. Ils comparent Veracel à Alvares Cabral, le premier Portugais arrivé au Brésil, initiateur de la domination coloniale. Ils font cette comparaison parce qu’ils disent que Cabral avait le même but que Veracel : expulser les peuples indigènes de leurs territoires.

Le rêve des Pataxós de Nueva Esperanza est d’avoir une vie digne, ce qui implique d’être maîtres de leur territoire pour pouvoir y vivre bien, pour voir leurs enfants et leurs petits-enfants naître et vivre en paix. « La population augmente et notre zone est trop petite pour élever nos descendants dans la santé et la dignité. Nous ne pouvons pas supporter qu’une nouvelle invasion vienne détruire notre terre et notre peuple », affirme un de leurs leaders.

Veracel est une entreprise certifiée par le système FSC (Conseil de gestion forestière). L’entreprise affirme dans son site web qu’elle « connaît, respecte et contribue à la cause indigène » (2). La certification FSC a été contestée à maintes reprises, mais ni les plaintes les plus graves contre Veracel n’ont réussi à faire annuler le label de cette entreprise (3). Cela montre que le FSC et ses membres (entreprises, ONG et d’autres organisations de la société civile) sont complices de la situation, puisqu’ils ne prennent aucune mesure malgré les nombreuses plaintes formulées depuis des années.

Ivonete Gonçalves de Souza, ivonetecepedes@gmail.com, CEPEDES
Domingos Andrade, cimiextremosuldabahia@gmail.com, CIMI

1. Cancela, F (2012), *“Del proyecto a proceso colonial: ‘indios, colonos y autoridades regias en la colonización reformista de la antigua capitanía de Porto Seguro (1763-1808)”,* Salvador, p.

36-38
2. http://www.veracel.com.br/relacionamento-com-a-comunidade/comunidades-indigenas/
3. http://wrm.org.uy/fr/?s=veracel